



**Mouvement  
Républicain  
et Citoyen**

## **Pour la progression du pouvoir d'achat, Pour une politique de l'emploi, Pour la défense du Service public !**

- Depuis plus de 20 ans, le chômage de masse, la précarité et la pauvreté sévissent en Europe.
- Les licenciements, les fermetures d'entreprises, les délocalisations se multiplient.
- Les emplois précaires, la sous-traitance, le temps partiel imposé se développent.
- La pauvreté s'accroît.

*C'est la résultante des politiques économiques menées qui privilégient la recherche du profit maximum plutôt que la satisfaction des besoins sociaux.*

Ce que demandent les Français ce n'est pas la charité de Borloo ou 150 francs par an de réduction d'impôt mais la justice sociale : **avoir un travail stable, un salaire décent et l'accès à des services essentiels.**

### **Bruxelles relance la directive Bolkestein**

On la croyait morte et enterrée, au moins jusqu'au référendum français. Voilà la directive Bolkestein sur la libéralisation des services relancée de manière spectaculaire par Bruxelles. *« Cette directive est toujours sur la table. La commission n'a aucune intention de la retirer »*, a affirmé, l'Irlandais Charlie Mc Creavy, commissaire en charge du marché intérieur.

Maître de l'agenda, la commission a enclenché la machine législative, demandant au Parlement de se saisir de ce texte controversé « au plus vite » en première lecture, pour pouvoir présenter ses propres propositions au Conseil européen du mois de juin, soit juste après le référendum français.

Mieux encore la directive reste sur la table. Elle ne change même pas de nom. La clause controversée sur le pays d'origine n'est pas encore retirée.

A ceux qui prétendent être contre cette directive mais approuvent le projet de constitution nous leur disons « Arrêtez de nous faire prendre des vessies pour des lanternes : le traité constitutionnel imposerait et généraliserait ces pratiques ! »

Il constitue l'ensemble juridique libéral le plus complet :

- \* *"Un marché unique où la concurrence est libre et non faussée"* (art I-3) est l'objectif central affiché : c'est un encouragement au dumping social et fiscal, à la recherche du profit maximum par la diminution du " coût du travail ", aux suppressions d'emplois et aux délocalisations, à la réduction des protections sociales.
- \* L'Union et les Etats doivent *"promouvoir des marchés du travail aptes à réagir rapidement"* (art III-203) : c'est l'encouragement à poursuivre la réduction des droits des chômeurs pour les " inciter " à reprendre n'importe quel emploi, ces emplois précaires et à temps partiel imposé que développe le patronat.
- \* La Banque centrale européenne voit son indépendance renforcée et sa mission première (la lutte contre l'inflation) confirmée (art III-177), il lui est interdit d'accorder des crédits aux institutions et aux entreprises publiques (art III-181) : c'est la poursuite d'une politique monétaire restrictive qui ne se préoccupe pas de l'emploi et l'impossibilité de financer des activités publiques autrement que par le recours au marché financier. Le Pacte de stabilité est reconduit (art III-184) et les Etats devront " renforcer la coordination et la surveillance de leur politique budgétaire " (art III-194) : c'est la poursuite de l'étouffement de la croissance économique et de la restriction des dépenses publiques au détriment de l'emploi, des protections sociales, des services publics.
- \* Les restrictions aux mouvements de capitaux sont interdites (art III-156) et la liberté d'installation des entreprises est garantie (art III-137) : c'est l'impossibilité de lutter contre la spéculation financière et les délocalisations d'entreprises.
- \* Les aides des Etats aux entreprises sont, sauf dérogations limitées, interdites dès lors qu'elles risqueraient de fausser la concurrence (art III-167) : c'est l'impossibilité de conduire une politique industrielle dynamique et d'investir dans la recherche -innovation pour préparer l'avenir.
- \* Les politiques économiques des Etats devront respecter " le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre " (art III-178) : c'est l'impossibilité de développer des politiques nationales en rupture avec le dogme libéral.

**CE PROJET DE « CONSTITUTION », C'EST :**

- \* La précarisation de l'emploi !!
- \* L'augmentation du chômage !!
- \* La casse des salaires !!

**CE PROJET DE « CONSTITUTION »,  
C'EST LA POLITIQUE DE RAFFARIN EN PIRE !**

**Avec le MRC,  
disons NON à la régression sociale,  
disons NON au projet de constitution européenne !**

✂-----  
Je souhaite prendre contact avec le Mouvement républicain et citoyen

Nom-Prénom ..... Courriel.....

Adresse.....

Code postal..... Ville..... Tel.....

A retourner à : MRC – 9 rue du Fbg Poissonnière – 75009 Paris

Manif-100305 – Ne pas jeter sur la voie publique